

Association P.A.R.C. Saint-Sauveur

Rapport moral et rapport d'activités 2020

Assemblée générale du 30 novembre 2021, Lille



RAPPORT MORAL 2020

L'association PARC Saint-Sauveur est jeune (2018), active, largement soutenue par la population. **Au 31 décembre 2019, elle comptait 159 adhérents individuels et 7 adhérents personnes morales. Au 31 décembre 2020, elle comptait 193 adhérents individuels et 7 adhérents personnes morales.**

Créée pour défendre la non urbanisation de la friche Saint-Sauveur et permettre la préservation et le développement d'un grand espace de nature au Sud Est de Lille, elle démontre à tous ceux qui avaient renoncé qu'il est possible de faire valoir les droits et les besoins des citoyens face à la puissance aménageuse des collectivités publiques. En l'espèce, le tribunal administratif, auprès duquel elle a porté un recours en septembre 2018 contre le projet de la Ville de Lille et la MEL, a statué pour la suspension immédiate de ce projet d'aménagement afin de pouvoir l'analyser sur le fond. En octobre 2021, ce même tribunal administratif a statué en notre sens en annulant les délibérations de la MEL de juin 2018 et juillet 2019 qui déclaraient l'intérêt général du projet. Nous vous rappelons les détails de ces actions juridiques en introduction de ce rapport.

2019, 2020, 2021, 2022... sont donc des années de répit pour la friche. En effet, de multiples raisons ont amené la justice à prendre du temps avant de rendre cette décision :

- la complexité du dossier et celle des informations complémentaires que les différentes parties ont dû produire,
- la tenue des élections municipales (mars et juin 2020). La justice n'a pas souhaité rendre son jugement avant les élections. De plus, les adversaires à la maire de Lille (PS), au second tour – EELV et LREM – ont déposé un recours demandant l'annulation des élections. Il semble que le TA ait également attendu que cette voie soit épuisée (première instance et appel) et que les élections n'aient pas à être tenues de nouveau, pour prendre sa décision.

Mais revenons à 2020, qui fut également une année d'activités intenses pour notre association et les soutiens de la friche :

- Nous avons mis en avant nos arguments pour **défendre une vision alternative du lieu** :
- Avec notre **Manifeste** qui présente des pistes pour ce que pourrait devenir

Saint-Sauveur. Nous avons diffusé ce Manifeste et ses principes tout au long de l'année 2020 : tractages, interventions dans les débats publics, envoi aux élus et candidats aux municipales, etc. Les pistes présentées dans ce Manifeste sont explorées aujourd'hui sur le terrain.

- Avec l'ouvrage **La société vivante fête la friche** (éditions Renart, 2020). Après une partie sur les aventures romancées liées à notre lutte, nous développons nos arguments pour contester le modèle d'urbanisation et d'aménagement du territoire dans lequel s'inscrit le projet de la MEL pour Saint-Sauveur, puis nous exposons notre projet alternatif pour la friche.
- Nous avons fortement contribué à **orienter la campagne des élections municipales à Lille**, sur la question de la friche Saint-Sauveur, de la remise en cause de la densification urbaine et du modèle de production de la ville. Notamment, nous avons mis en débat la question du « zéro construction » à Saint-Sauveur.
- **Nous avons occupé le terrain, notamment sur le belvédère** – nous ou nos soutiens ou tous ceux qui ne veulent pas du projet de la Ville de Lille et de la MEL et qui ont un besoin vital d'autre chose. Les périodes de confinement ont particulièrement démontré l'importance d'un tel lieu pour les habitants.
- Enfin, notre démarche a continué de s'inscrire dans **une vision plus globale pour le ménagement du territoire et la démétropolisation**, ce qui nous a incités à nous impliquer dans un certain nombre de contributions réflexions inter-associatives – liées notamment à des projets d'aménagement ou des opérations de marketing vert urbain.

Voilà une année particulièrement riche en événements dont nous aurons fait le tour pour arriver ensuite vers nos perspectives 2021-22.

Pour que vive la friche !

Le Conseil d'administration de Parc

RAPPORT D'ACTIVITE 2020

1 - Rappel du contexte

Création de l'association, contexte, objet, dates et chiffres clés

- Depuis 2016, **des moyens nombreux et variés ont été mis en œuvre pour faire connaître aux Lilloises et aux Lillois l'existence et les ressources d'un site unique au cœur de la ville de Lille** : les 23 ha de l'ancienne gare Saint-Sauveur surplombés par son Belvédère. Les animations festives sur le terrain, la pétition (13 896 signataires fin décembre 2020), les forums et conférences, les rassemblements devant la MEL, la mobilisation de collectifs et associations (Fête la friche, Entrelignes, l'Association pour la Suppression des Pollutions Industrielles, Chez Rita, Nord-Écologie-Conseil, les Amis de la Terre Nord, Alternatiba, etc.) ont permis d'atteindre ce premier objectif. En conséquence, un autre avenir pour ce site était réclamé par les habitants ainsi que par les associations et collectifs qui ont contribué à contester le projet décidé par la MEL.



- Malgré cette opposition, la MEL et les élus partisans du projet ont continué de défendre l'indéfendable - un projet favorisant une hyperdensité croissante, irrespirable et insoutenable - et d'engager des démarches pour la réalisation de celui-ci. Ce faisant, ils ne tenaient aucun compte des inquiétudes suscitées par le projet au plan sanitaire et environnemental, et des nombreux arguments mis en avant par les opposants, notamment dans l'enquête publique qui se déroulait en mars-avril 2018.

C'est pourquoi une nouvelle phase de mobilisation commençait avec **la création de l'association « Protection Aménagement Réappropriation Collective du site Saint-Sauveur » (P.A.R.C. Saint Sauveur)**, à l'initiative d'habitants de la ville de Lille et/ou de membres d'associations environnementales et culturelles, afin **de pouvoir porter la contestation sur le plan juridique**. Indispensable complément à la mobilisation citoyenne, cette association créée en mai 2018 (Publication au JO le 9 juin 2018) se donnait les moyens **d'engager tous les recours juridiques nécessaire avec l'aide d'avocats spécialisés en droit de l'environnement**.

Dans quel but ? Faire valoir, dans l'aménagement futur de ce site, les objectifs de santé publique, de préservation et de développement de la nature en ville et de sauvegarde de la biodiversité ; lutter contre tout projet urbain susceptible d'impacter l'environnement et d'affecter le cadre de vie des riverains, des futurs habitants de cette zone, et plus largement de défendre les intérêts des habitants de l'agglomération lilloise.

- Le lancement de PARC Saint-Sauveur en juin 2018 s'est accompagné de la création de :
 - Un logo
 - Un site Internet <https://parcsaintsauveur.wordpress.com/>
 - Une page facebook
 - Une campagne d'adhésion et de don en ligne via HelloAsso <https://www.helloasso.com/associations/parc-saint-sauveur>

L'association : siège, composition, fonctionnement

- Le siège social de l'association a été fixé au 3 rue du plat, 59000 Lille.
- L'association fonctionne avec un bureau et un CA qui se réunissent régulièrement pour prendre les décisions relatives aux activités de l'association et organiser celles-ci. Tous les membres du bureau et du CA sont bénévoles. Ils sont élus pour deux ans. L'AG de novembre 2020 a permis l'élection d'un nouveau CA de treize membres (maximum autorisé par les statuts) et d'un nouveau bureau. **L'AG de novembre 2021 devra permettre l'élection d'un nouveau membre au CA, une démission étant intervenue depuis.**
- Le CA élu en 2018 était composé de douze membres, qui ont contribué à la fondation de l'association. Le bureau était composé de deux co-présidents et d'un trésorier.
- L'association comportait à fin 2020 : **193 adhérents individuels** et **8 adhérents personnes morales** (Entrelia, Attac Métropole, l'ASPI, les Amis de la Terre, AKA, les Saprophytes, Chez Rita, Virage Energie, Attac Métropole).
- Les statuts de P.A.R.C. précisent que l'association est indépendante de toute organisation politique et de toute obédience religieuse. C'est pourquoi elle n'a pas pu accepter l'adhésion de partis politiques.

Nous souhaitons également rappeler que ce fonctionnement ne serait pas possible sans l'ensemble des acteurs qui soutiennent notre projet depuis le début et leur assurer de la réciprocité de notre engagement. Nous sommes conscients collectivement d'œuvrer dans la même direction et cette appartenance à ce réseau militant est indispensable à la poursuite de l'action.

Dans le désordre nous pouvons citer : Chez Rita, XR, les Amis de la Terre, Attac Métropole, Entrelia, LHA, La Moulinette, les Les Saprophytes, Nord Nature Environnement, le Café Citoyen, les Sarrazins, Nord Ecologie Conseil,

ASPI, Gaïa, la Rumeur, l'Idiot, le Polder, l'Univers, Robin des Bios, les Blongios, les Planteurs Volontaires, le Collectif écoféministe de Lille...

L'action juridique de P.A.R.C. : un objet central de l'association

- **Une première grande victoire en octobre 2018**
 - Conformément à ses statuts et à ses objectifs, PARC a engagé, avec l'association ASPI, deux requêtes contre la MEL, déposées le 3 septembre 2018 au Tribunal Administratif de Lille par Muriel Ruef, avocate au barreau de Lille spécialisée en droit de l'environnement, pour attaquer la délibération 18 C 0391 du conseil de la MEL portant sur la Déclaration de projet d'intérêt général valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme sur la ZAC (Zone d'Aménagement Concertée d'initiative publique) de Saint Sauveur.
 - **La première requête portait sur le fond** pour contester l'intérêt général du projet. **La seconde** était une procédure de « référé-suspension », **pour demander que le projet soit suspendu** le temps que la première requête soit jugée (sur le fond).
 - **Le TA a donné raison aux deux associations sur le référé-suspension par une décision en date du vendredi 5 octobre 2018**, qui suspendait (et suspend toujours) la déclaration d'intérêt général et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec le projet Saint Sauveur. Le juge souligne notamment les insuffisances de l'étude d'impact sur la qualité de l'air. Depuis cette date, par l'action conjointe de PARC et de l'ASPI, le projet a été suspendu.
- Le 4 septembre 2019, les associations PARC Saint-Sauveur et ASPI déposaient **deux nouveaux recours** – l'un en référé, l'autre sur le fond - auprès du TA de Lille, pour attaquer la délibération votée par la MEL le 28 juin 2019 déclarant, de nouveau, l'intérêt général du projet Saint Sauveur et sa mise en compatibilité avec le plan local d'urbanisme, suite à l'enquête publique complémentaire de février-mars 2019. Dans ces nouveaux recours, les deux associations faisaient valoir :
 - **Un détournement du droit.** La MEL a choisi l'enquête publique complémentaire plutôt qu'une nouvelle enquête publique. Le cadre simplifié de cette procédure est prévu lorsque, au vu des conclusions d'une première enquête publique, le porteur du projet (ici la MEL) souhaite apporter des changements qui en modifient l'économie générale. Or, dans le cas de Saint Sauveur, la procédure de l'enquête publique complémentaire a été utilisée **pour présenter au public et au commissaire enquêteur non pas des modifications du projet tenant compte des observations formulées pendant l'enquête initiale, mais simplement des modifications de l'étude d'impact, parfois en contradiction avec la précédente.**
 - **La non sincérité de l'enquête complémentaire.** Une confusion fut savamment organisée entre **information du public et communication marketing.** Au milieu des panneaux censés

« informer » le public dans le cadre de l'enquête complémentaire, une interview de Cyril Dion, auteur du film et du livre à succès *Demain*, laissait penser que le projet Saint-Sauveur recevait son assentiment. Contacté par nos associations, il découvrait l'utilisation non autorisée de ces extraits et de son nom et en exigeait le retrait.

- **L'absence d'intérêt général du projet.** Nos associations défendaient l'absence d'intérêt général du projet au regard des enjeux d'écologie et de santé publique : aggravation de la pollution de l'air, gestion de l'eau inadaptée aux (futurs) épisodes de sécheresse, destruction d'un îlot de fraîcheur et de la biodiversité, insuffisance des espaces de nature de la ville de Lille.
- En octobre 2019, le TA de Lille a estimé qu'il ne pouvait trancher en faveur ni d'une partie ni de l'autre sur cette seconde série de recours, dans la mesure où tout était suspendu à la décision qui serait prise sur le recours sur le fond, déposé en septembre 2018, qui n'était toujours pas jugé. Il confirmait ainsi le gel du projet Saint-Sauveur tant que ce recours sur le fond n'aurait pas été jugé, **ce qui montrait le rôle crucial joué par l'action juridique de PARC et l'ASPI, entamée en 2018.**

- **Une deuxième grande victoire le 14 octobre 2021**

Le TA a donné raison aux deux associations par une décision en date du vendredi 14 octobre 2021. Cette décision annule les délibérations du conseil de la MEL déclarant d'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec le projet Saint Sauveur. Le juge souligne notamment les insuffisances, les manquements, de l'étude d'impact censée évaluer les coûts et bénéfices de ce projet. L'étude d'impact est jugée non sincère, insuffisante. Dès lors que les études sur la circulation routière, la pollution de l'air et de l'eau, sont faussées, comment évaluer l'« intérêt général » du projet ?



Il est à souligner qu'après la décision du Tribunal Administratif, Martine Aubry a largement contribué à faire en sorte que plus personne ne comprenne rien au verdict. Instrumentalisant le communiqué du TA, elle a déclaré à toute la presse que « l'intérêt général du projet était encore une fois reconnu », sans que jamais la presse ne laisse à notre association la possibilité de répondre à cette déclaration. Et pourtant, il n'en est rien. Encore une fois, le Tribunal dans sa décision affirme qu'en l'état actuel de l'étude d'impact, (insuffisante et comportant de nombreux biais et omissions), il n'est pas possible de juger de l'intérêt général du projet, pas plus Madame Aubry que quelqu'un d'autre.

2 - Les activités de P.A.R.C. en 2020

Participation à des réflexions inter-associatives et à des enquêtes publiques

L'objectif est ici **soit de contester le cadre dans lequel sont prises les décisions encadrant l'urbanisation du territoire** et affectant les ressources naturelles de ce territoire à une échelle élargie par rapport à Saint-Sauveur ; **soit d'intervenir directement dans les projets envisagés sur ce territoire en relevant les similitudes fortes quant aux risques posés par ces projets** : risques de pollution de nappe phréatique, de pollution de l'air, de perte d'espaces verts et de biodiversité, d'aggravation des effets d'îlot de chaleur. Nous sommes en lien notamment avec les associations et habitants impliqués contre l'intensification de Bois-Blancs, contre la démolition-reconstruction du Forum départemental, contre l'intensification de la Madeleine, contre la construction de la friche Pathé, contre la reconstruction et densification sur le site de l'ancienne MEL.

Production et diffusion de nos publications

- **Diffuser nos arguments et propositions**

Zéro construction, c'est notre demande pour Saint-Sauveur. Nous sommes tout à fait conscients de la dimension iconoclaste de cette revendication. C'est pour nous le moyen de remettre en cause la métropolisation qui concentre sur la MEL les ressources de la Région, au détriment des autres territoires – et qui crée également des inégalités au sein de la MEL puisque que tous les investissements et l'activité sont dirigés sur Lille. C'est également l'occasion de déconstruire la politique de logements et de croissance urbaine adoptée par la MEL et la Ville de Lille, au détriment des plus démunis. Un projet de construction de logements comme celui de Saint-Sauveur n'est en effet pas destiné à ceux qui en ont besoin. Nous réclamons plus de nature, plus d'espace, plus de qualité de l'air, plus d'équité dans l'aménagement du territoire régional. Nous nous battons pour la préservation du foncier agricole et naturel comme celui des friches. Nous refusons que la norme soit de créer des espaces verts grands comme le Parc JB Lebas pour 5000 nouveaux habitants attendus pour Saint-Sauveur et les 3000 de la Porte de Valenciennes. Nous refusons que les quartiers populaires de Lille ne disposent pas, eux-aussi d'un véritable grand parc dont la forme est encore à inventer. Ce « Zéro construction » a fait bouger les lignes politiques locales, a fait renaître la possibilité d'un autre avenir, l'a également fait comprendre. Nous demandons à ceux qui nous soutiennent de prendre en compte pleinement cet argument.

Tout au long de 2020, nous avons diffusé notre Manifeste pour Saint-Sauveur. Nous y renversons la fabrication habituelle, technocratique et descendante, du territoire : que ce soit les usages du lieu qui en déterminent l'aménagement, et non plus les aménageurs qui imposent leurs usages. Nous montrons qu'il est tout à fait possible de **concevoir autrement l'avenir du site, en s'appuyant sur des principes très différents de ceux qui portent le projet de la MEL, et en tirant parti des ressources et de l'identité du lieu.**

- En février 2020 est paru [La Société vivante fête la friche](#) (Aux éditions de Renart). Cet opuscule débute avec le témoignage romancé et fripon de l'occupation de la friche. Il se poursuit avec des arguments contre l'idéologie de densification urbaine. Et se conclut sur une proposition qui ferait vivre

demain un lieu à notre image. Diffusé à 500 exemplaires, ce livre vise à faire connaître notre lutte.

- En juin 2020 est paru le [journal de confinement au grand air](#) commun à Fête la Friche, PARC, l'ASPI et Les Habitants Associés St-Sauveur, et retraçant la vie de la friche durant le premier semestre 2020, en particulier pendant et après le confinement.
- En octobre 2020, nous avons produit un livret publié en ligne, en association avec Fête la friche et LHA : les « [usages du monde à la friche Saint-Sauveur](#) ». Il s'agit de : dénoncer le fait que la MEL dans sa nouvelle exposition à la Gare Saint-Sauveur, « les usages du monde », ne mentionne jamais ce qui se trouve juste de l'autre côté, à la friche Saint-Sauveur ; faire connaître ces « usages du monde » que l'on ne voit pas dans l'exposition. Une série de 6 tracts a été imprimée et distribuée à la Gare Saint-Sauveur. Deux visites de la friche, permettant de faire connaître sur le terrain « les usages du monde à la friche Saint-Sauveur » ont été programmées. Une seule a eu lieu (le 24 octobre), la seconde étant annulée pour cause de confinement.

Ces publications et actions sont importantes pour diffuser nos idées, contester la politique urbanistique de la MEL, développer d'autres arguments, montrer ce que peut permettre de réaliser un lieu comme la friche Saint-Sauveur. **Il est essentiel de pouvoir poursuivre ce type de publications.**

- **PARC a été très active auprès des médias**, en produisant de très nombreux communiqués de presse, seule ou en association avec d'autres structures (l'ASPI ou Fête la friche par exemple, Entrelianes, Attac Métropole, les Amis de la Terre...) et en organisant plusieurs conférences de presse (idem). Cette politique de communication soutenue a eu de fortes retombées médiatiques : publications de nombreux articles dans la presse locale (Voix du Nord, Lille actu, 20 Minutes, Médiacités, etc.) et nationale (Le Point, Charlie Hebdo, Le Monde, Libération, les Echos, etc.), à la radio (France bleu, Radio Campus, RFI, RCF, etc.) et reportages télé (France 3, Grand Lille TV, Canal +, TV5). De plus, de nombreux travaux d'étudiants (ESJ, Science Po, Université de Lille, etc.) ont été entrepris qui reprennent nos arguments.
- **Intervenir dans la campagne des élections municipales lilloises : informer, éclairer, influencer**
 - Nous avons fortement orienté la campagne des municipales en remettant en cause le projet Saint-Sauveur, projet phare de la majorité sortante, et en montrant que des alternatives sont possibles. Il s'agissait pour nous de contester la densification urbaine et de mettre au premier plan la santé publique et l'environnement, en s'appuyant sur le cas emblématique de la friche Saint-Sauveur. De nombreux arguments développés par notre association ont été repris par plusieurs listes concurrentes de celle portée par Martine Aubry.
 - Afin de permettre aux Lillois de voter en toute connaissance de cause sur ce sujet, PARC a interpellé toutes les têtes de liste à ces élections, dans un questionnaire relatif à leur projet pour Saint-Sauveur, en fonction des

principes de notre Manifeste. Car ce qui est en question derrière le dossier Saint-Sauveur, c'est, plus largement, la vision des candidats sur la densification urbaine, sur la place de la nature et de la biodiversité et sur les modes de production de la ville. Les quatre listes, présentées comme les concurrentes les plus directes de la liste menée par Martine Aubry (soit Décidez pour Lille – Julien Poix, LFI ; Lille Verte 2020 – Stéphane Baly, EELV ; Tous pour les Lillois – Marc Philippe Daubresse, LR ; Faire Respirer Lille - Violette Spillebout, LREM), nous ont répondu : aucune ne soutenait le projet d'aménagement de la friche Saint-Sauveur porté par l'actuelle maire de Lille. Nous avons analysé et publié les réponses, dans un [document complet](#) et dans [une synthèse](#).

- Nous avons tracté ces informations ainsi que le Journal du confinement au grand air sur les marchés et dans les quartiers, dans les jours qui ont précédé chacun des scrutins de l'élection municipale.
- Mi-mars 2020, nous avons rédigé une tribune « [Exigeons zéro construction sur Saint-Sauveur](#) » (Médiacités du 11/03/2020), dans laquelle nous plaidions une nouvelle fois pour l'enterrement définitif du projet de la MEL. Elle a été signée par une cinquantaine de personnalités : architectes, comédiens, paysagistes, écrivains, membres d'association, journalistes...qui habitent Lille, les Hauts de France ou d'autres régions.
- Nous avons à plusieurs reprises dénoncé des contre-vérités de campagne : celles de M. Aubry [sur LCI](#) ou dans [son programme](#), celle [d'un de ses co-listiers](#) à propos de la piscine olympique.

Continuer l'action juridique

Au premier semestre 2020, nous avons lancé une campagne de dons sur helloasso pour financer notre action juridique. Cela nous a permis de finir de payer notre avocate pour la partie déjà engagée au tribunal. A ce jour (novembre 2021), tous nos frais d'avocats ont été réglés et nous n'avons pas de dette vis-à-vis de Maître Muriel Ruef.

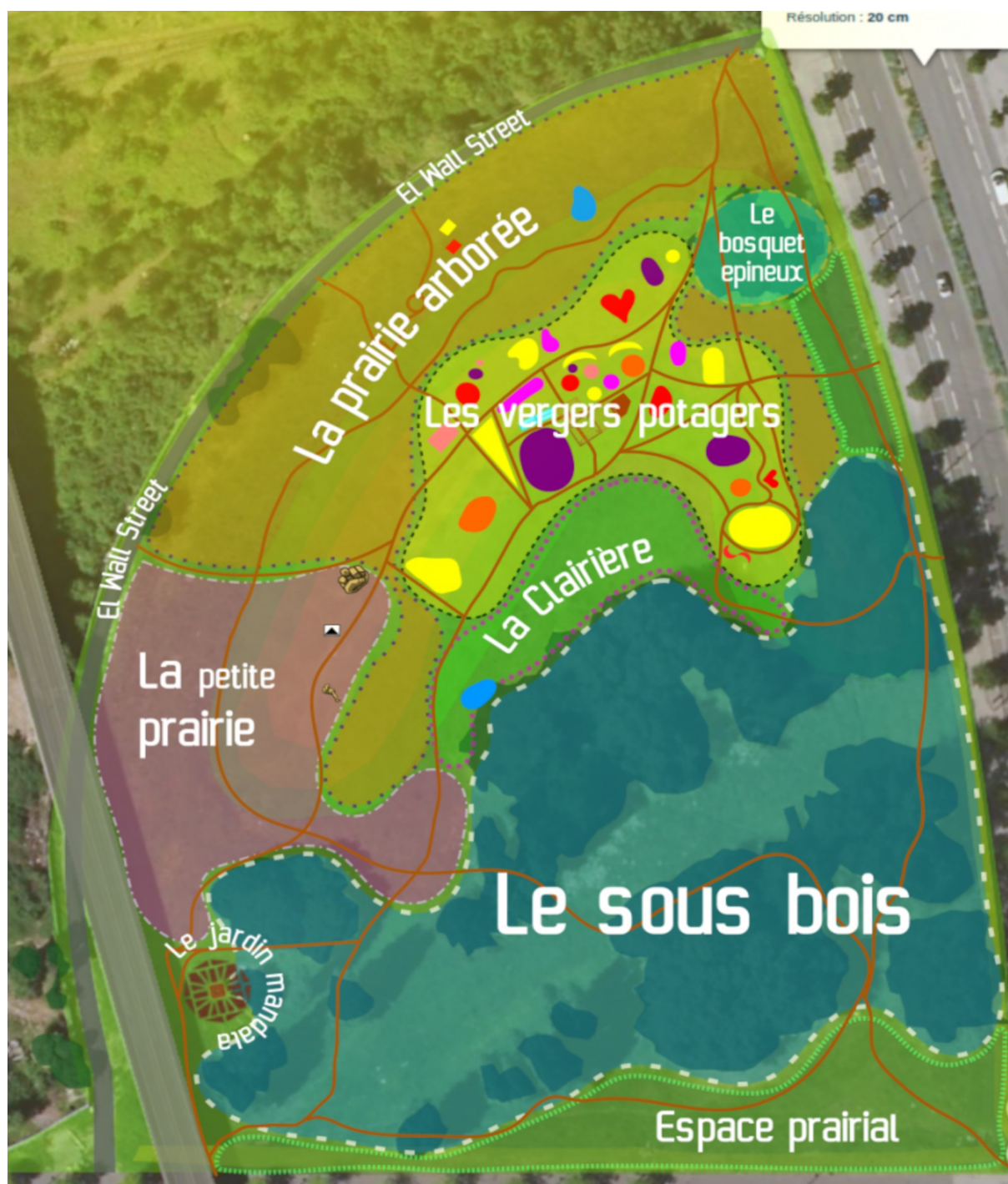


Nous ne recevons aucune subvention et la recherche de financement est également un aspect important de notre activité. La diffusion de nos publications ainsi que celles d'autrices et d'auteurs soutenant notre cause comme Lorraine les Bains ou Chloé Minssieux ou de membres de notre association développant également un travail personnel (Modeste Richard, Bénédicte Vidaillet, TomJo...) y participe. Publiées à compte d'auteurs et d'autrices, ces publications sont revendues à l'occasion de nos événements ou par un réseau de librairies et de bars engagés à

nos côtés. Les recettes sont reversées à l'association. La vente de boissons à l'occasion de nos événements vient également compléter ces rentrées.

Occuper le terrain

La mise en suspens du projet par la voie juridique a permis d'investir concrètement le belvédère et la friche. Le travail de défense et d'appropriation du Belvédère a permis d'offrir un espace autogéré au quartier.



- Après une première série de plantations (250 arbres et arbustes plantés en mars 2018 sur le belvédère), PARC participait à une seconde en janvier 2019 (200 arbres et arbustes). **2020 a permis de voir pousser ces arbres, de les entretenir et de procéder à une opération d'identification des arbres présents sur l'ensemble du site.**
- **Des potagers ont été lancés en 2019 mais surtout étendus en 2020.** Les périodes de confinement ont contribué à leur développement et au fait que des habitants commencent à venir cultiver des légumes.
- **De nombreux habitants ont pu se familiariser avec le lieu, prendre l'habitude d'y venir, d'y organiser des activités.** Des groupes ou des associations ont investi le belvédère (yoga, chorales, batucada, arts martiaux, jam sessions, etc.). Il a été le point d'arrivée de plusieurs manifestations pour le climat, et a été un point de passage dans plusieurs vélorutions.



- **Des balades sont régulièrement organisées par PARC sur la friche et le belvédère.**
- **C'est également le belvédère qui a servi de lieu d'accueil pour des personnes migrantes ou sans domicile**, fonction qui s'est étendue à la friche Saint-Sauveur après la construction du Pont des Gueux en novembre 2019. 2020 a malheureusement vu se développer une activité de deal de drogue et de prostitution sur la friche. Plusieurs incendies et interventions policières ont été à déplorer de même que la situation difficile et conflictuelle des personnes présentes, aggravées par le confinement. Plusieurs associations interviennent depuis régulièrement sur la friche en soutien aux personnes (Utopia 56, EXOD, la Croix-Rouge, AIDS, LHA...).
Un petit mot aussi concernant le conflit entre Martine Aubry et Gérald Darmanin au sujet de la « salle de consommation à moindre risque ». Ici nous pouvons renvoyer l'un et l'autre dos à dos, puisque depuis l'installation de cette situation d'urgence sur la friche, nous n'avons jamais croisé sur le terrain ni les maraudeurs

des CMP (centre médico-psychologique de l'État), ni les services spécialisés de la Ville de Lille ou du Département, ni les structures para-institutionnelles comme la "sauvegarde du Nord". Les seuls intervenants sont des associations indépendantes dont les moyens dépendent entièrement de la solidarité. Nous ne pouvons que constater qu'il y a là une absence cruelle et délibérée de politiques publiques à tous les niveaux. Enfin avec l'enlèvement problématique des déchets, ici encore rien n'est fait pour améliorer les conditions sanitaires de survie des réfugiés sur le terrain.

- **En juin 2020, nous avons participé à l'organisation d'une journée de soutien des luttes de la friche** avec de multiples activités et intervenants (LHA, XR, Gaia, CCL, Entreliaes...) dont un tournoi de foot (Spartak).
- **A été conçu un calendrier paysan** à même de guider les différents chantiers saisonniers d'entretien du site de Belvédère (plantation, fauche, semis, amendements, creusement de mares, préparation du sol, arrosage, paillis, entretien des arbres, récolte...) avec une cartographie précise des espaces qui ont tous été caractérisés (milieux naturels, usages) et baptisés : el wall street, la forêt jardinée, le potager, le ponton-pirate, la haie défensive... Cela a conduit, le 20 mars 2021, à une balade de présentation des différents espaces identifiés, avec description de la manière de prendre soin et d'investir chaque espace, en lien avec le calendrier paysan ("Atelier extension du domaine du vivant").

Mettre en œuvre une coopérative paysanne et culturelle

Notre proposition pour Saint-Sauveur est d'y mettre en place une coopérative paysanne et culturelle, en se donnant les moyens que ses activités soient liées par un souci d'éducation populaire :

- **Une coopérative paysanne** : Plutôt qu'une « agriculture urbaine » cosmétique en termes de production, techno-dépendante et accaparée par des ingénieurs agronomes, nous proposons un lieu d'agriculture paysanne, productive et respectueuse. Mais aussi un lieu où les habitants puissent développer une certaine autonomie alimentaire.
- **Une coopérative culturelle** : La friche Saint-Sauveur est située sur un ancien quartier historique de la ville riche d'une culture populaire. Comme d'autres à Lille, il était animé de chansonniers, d'estaminets, de carnivals, de foires, de tournois, de travail... Mais où tout cela est-il passé, montré, cultivé, discuté ? Nous avons besoin de lieux pour nous exprimer et penser ensemble l'avenir du quartier, de la ville, de la région, du monde, et permettre à chacun d'ouvrir son imaginaire par l'apprentissage de savoir-faire artistiques. On ne peut pas imaginer un autre avenir à Saint-Sauveur sans intégrer ses actuels vestiges, sa gare notamment, qui remplit aujourd'hui des fonctions de divertissement et de marketing territorial plutôt que de culture. Des recherches historiques ont été entamées pour identifier par exemple l'emplacement exact de l'ancienne maladrerie des ladres bourgeois, les anciens chemins (comme celui de Valenciennes), les anciens jardins familiaux, l'emplacement des moulins jadis présents, de fours à chaux...

En 2020, des tentatives ont été faites pour commencer à œuvrer dans le sens de cette coopérative. Ont été créées, préparées, semés, bouturées des cagettes-toitures végétalisées à partir de plantes de friches, caractéristiques des milieux secs, notamment les sédums présents entre les rails de Saint-Sauveur. L'association Chez Rita s'en est rendue acquéreuse, pour le toit végétalisé et planté de son local à Roubaix.

Surtout, l'occupation du terrain par des potagers et son utilisation pendant les confinements a montré combien le site était utile pour les habitants et pouvait contribuer à un début d'autonomie alimentaire.

Un projet de commune a été lancé en juillet 2020. Ce projet n'a cependant pas été poursuivi depuis.



Relier notre action à d'autres actions, d'autres associations, d'autres luttes

○ A l'échelle de la MEL

Après notre participation à des enquêtes publiques comme celle du FORUM à Lille, nous avons été contactés par d'autres associations ou collectifs luttant contre des projets d'urbanisation, par exemple à Bois-Blancs, rue du Ballon (ancien siège de la MEL), sur la friche dite « friche Pathé ».

Nous avons aussi été contactés en 2020 et 2021 par des associations œuvrant dans d'autres communes de la MEL : contre des projets d'urbanisation à Hem (secteur de la Tribonnerie), Mons, à Tourcoing ou encore la Madeleine.

Nous avons largement contribué à la création de l'association NADA Lille (Non Au Développement de l'Aéroport de Lille-Lesquin) en nous impliquant dans la rédaction de ses statuts, la conception du logo, la mise en place de la structure, la préparation d'un plaidoyer, le choix de l'avocate, etc. PARC est membre fondateur et adhérent institutionnel de NADA et participe à son conseil d'administration.

Nous avons participé deux fois (2020 et 2021) aux « journées d'appel contre la réintoxification du monde ».

Un axe d'évolution pour notre association serait de **fédérer ces différentes luttes qui contestent le modèle de densification urbaine et de prise de décision dans les projets urbains au sein de la MEL**. C'est une réflexion en cours qui prendra certainement forme dans l'année, quel que soit le cadre que nous souhaiterons lui donner, collectivement et avec les autres collectifs mobilisés.

○ A l'échelle nationale

En 2020, notre lutte a été reconnue à l'échelle nationale :

- Intégration à la [carte des luttes contre les grands projets inutiles](#) du site Reporterre
- Intégration à la [carte des luttes pour la défense du vivant](#) du magazine Socialter
- Intégration à la [campagne Superlocal](#) qui vise à identifier toutes les luttes locales contre des projets menaçant la nature, le climat, la santé : notre lutte est celle qui a reçu le plus de soutiens à l'échelle nationale (500 votes), ce qui témoigne de sa légitimité.



3 - Les orientations de P.A.R.C pour 2021-2023

1 – La poursuite de l’opposition au projet Saint-Sauveur porté par la Mairie de Lille

- participation aux éventuelles consultations publiques
- recours contre des délibérations opposées à notre contestation
- toute action de médiatisation utile à notre contestation
- la recherche de moyens financiers

2 – La poursuite de l’occupation de la friche et du belvédère

- mise en œuvre du calendrier paysan, jardinage et entretien du site du belvédère avec l’organisation régulière de chantiers participatifs et de moments festifs en lien avec l’activité saisonnière ou en lien avec les autres acteurs du site (LHA, Exod...).
- mise en place de permanences (en partenariat avec le cinéma l’Univers, voisin de la friche.

3 – Le développement du projet de coopérative culturelle et paysanne

- lancement et soutien à des actions qui contribuent à ce projet.
- diffusion de nos publications et des publications « amies »
- animation du site internet et de la page facebook « Fête la friche »

4 – Le soutien à la contestation du modèle urbain métropolitain

- réflexion quant à la manière d’apporter notre soutien à d’autres actions de résistance sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille, voire au-delà.